

Pour faire court, elle instaurerait l'assurance-qualité au Québec via un organe parapublic où siègerait entre autre des personnes « de l'extérieur de la communauté universitaire », soit des gens d'affaires, banquiers et autres gestionnaires privé-e-s.

Sortie de crise

C'est après avoir pris connaissance de la CÉUQ que la ministre est sortie dans les médias pour « répondre à une proposition de la FEUQ, qui porte notamment sur la question de mettre en place une commission indépendante permanente sur la gestion des universités. ».

On va sûrement tenter de nous faire croire qu'avec cette fameuse commission, c'est la qualité de l'éducation qui sera augmentée.

Pour faire court, elle instaurerait l'assurance-qualité au Québec via un organe parapublic où siègerait entre autre des personnes « de l'extérieur de la communauté universitaire », soit des gens d'affaires, banquiers et autres gestionnaires privé-e-s.

Sortie de crise

C'est après avoir pris connaissance de la CÉUQ que la ministre est sortie dans les médias pour « répondre à une proposition de la FEUQ, qui porte notamment sur la question de mettre en place une commission indépendante permanente sur la gestion des universités. ».

On va sûrement tenter de nous faire croire qu'avec cette fameuse commission, c'est la qualité de l'éducation qui sera augmentée.

Si on nous garantit "un meilleur produit", alors pourquoi ne pas payer plus cher?

On nous propose ici un modèle visant à nous enlever tout droit de parole sur la gestion de nos établissements scolaires.

On veut nous faire avaler une copie de plus d'un modèle mondialisé, avec une pédagogie mondialisée et des programmes mondialisés, le tout pour répondre aux besoins des marchés et non aux nôtres : on veut faire de nous des pions interchangeables.

Répondons leurs que ce que nous voulons, ce qui nous revient de droit, c'est une éducation libre du privé, gratuite et accessible pour tous et toutes.

Si on nous garantit "un meilleur produit", alors pourquoi ne pas payer plus cher?

On nous propose ici un modèle visant à nous enlever tout droit de parole sur la gestion de nos établissements scolaires.

On veut nous faire avaler une copie de plus d'un modèle mondialisé, avec une pédagogie mondialisée et des programmes mondialisés, le tout pour répondre aux besoins des marchés et non aux nôtres : on veut faire de nous des pions interchangeables.

Répondons leurs que ce que nous voulons, ce qui nous revient de droit, c'est une éducation libre du privé, gratuite et accessible pour tous et toutes.

L'assurance-qualité, ou la mort de l'autonomie universitaire

Dernièrement, la ministre de l'éducation a accepté de s'asseoir avec la FEUQ pour discuter de gestion universitaire. Plus qu'une simple tactique pour sortir de la crise étudiante, il faut voir tous les dangers que cette proposition apporte : on veut ouvrir davantage la porte à la marchandisation de l'éducation au Québec.

Le but de ce texte est d'expliquer les non-dits derrière la proposition de la ministre et de clarifier les changements que l'on souhaite nous imposer en secret, changements qui ont déjà causé des dommages irréparables ailleurs dans le monde.

L'assurance-qualité, ou la mort de l'autonomie universitaire

Dernièrement, la ministre de l'éducation a accepté de s'asseoir avec la FEUQ pour discuter de gestion universitaire. Plus qu'une simple tactique pour sortir de la crise étudiante, il faut voir tous les dangers que cette proposition apporte : on veut ouvrir davantage la porte à la marchandisation de l'éducation au Québec.

Le but de ce texte est d'expliquer les non-dits derrière la proposition de la ministre et de clarifier les changements que l'on souhaite nous imposer en secret, changements qui ont déjà causé des dommages irréparables ailleurs dans le monde.

Le processus de Bologne : comment l'éducation est devenue une marchandise

L'éducation n'a pas toujours été considérée comme une marchandise. À vrai dire, ce phénomène est assez récent et débute dans les années 60, alors que certain-e-s économistes se réunissent dans le but d'uniformiser l'éducation à l'échelle mondiale, et ce pour la soumettre au marché.

C'est suite à leurs travaux qu'en 1998 le processus de Bologne - une entente pan-européenne visant à uniformiser les universités - est adoptée par l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie. C'est ainsi que commence réellement la colonisation de l'enseignement supérieur par le libre-marché.

Le processus de Bologne : comment l'éducation est devenue une marchandise

L'éducation n'a pas toujours été considérée comme une marchandise. À vrai dire, ce phénomène est assez récent et débute dans les années 60, alors que certain-e-s économistes se réunissent dans le but d'uniformiser l'éducation à l'échelle mondiale, et ce pour la soumettre au marché.

C'est suite à leurs travaux qu'en 1998 le processus de Bologne - une entente pan-européenne visant à uniformiser les universités - est adoptée par l'Allemagne, la France, l'Angleterre et l'Italie. C'est ainsi que commence réellement la colonisation de l'enseignement supérieur par le libre-marché.

On parle communément des « 3 piliers de Bologne » pour décrire les trois plus grandes mesures derrière cet accord. En établissant une « commission pour assurer une saine gestion des universités », la ministre Beauchamp cherche en fait à instaurer le troisième pilier de Bologne au Québec, l'assurance-qualité.

L'assurance-qualité est une mesure qui permet à une organisation, bien souvent privée, de regarder le contenu des programmes d'éducation et de les noter en fonction de certains critères, un peu comme les agences de notations financières donnent une cote de crédit aux pays.

Le réel problème est que les critères employés pour évaluer les programmes ne tiennent pas compte de facteurs comme le développement de l'esprit critique ou l'éducation citoyenne, mais plutôt de facteurs économicistes comme le taux

On parle communément des « 3 piliers de Bologne » pour décrire les trois plus grandes mesures derrière cet accord. En établissant une « commission pour assurer une saine gestion des universités », la ministre Beauchamp cherche en fait à instaurer le troisième pilier de Bologne au Québec, l'assurance-qualité.

L'assurance-qualité est une mesure qui permet à une organisation, bien souvent privée, de regarder le contenu des programmes d'éducation et de les noter en fonction de certains critères, un peu comme les agences de notations financières donnent une cote de crédit aux pays.

Le réel problème est que les critères employés pour évaluer les programmes ne tiennent pas compte de facteurs comme le développement de l'esprit critique ou l'éducation citoyenne, mais plutôt de facteurs économicistes comme le taux

de diplomation et le taux d'insertion professionnelle.

Les universités offrant des programmes qui répondent bien aux besoins des entreprises se voient donc attribuer de bonnes notes et deviennent ainsi prestigieuses.

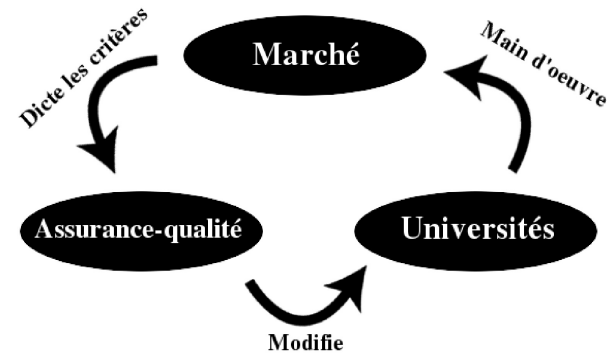
Les autres universités ont alors tendance à modifier leurs programmes en conséquence, ce qui fait qu'indirectement, ce sont les entreprises privées qui décident du contenu des programmes et non plus les communautés universitaires.

de diplomation et le taux d'insertion professionnelle.

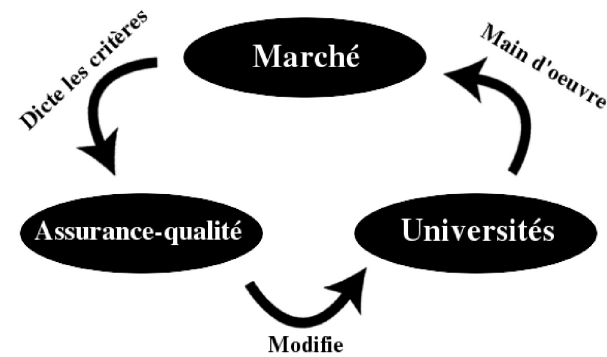
Les universités offrant des programmes qui répondent bien aux besoins des entreprises se voient donc attribuer de bonnes notes et deviennent ainsi prestigieuses.

Les autres universités ont alors tendance à modifier leurs programmes en conséquence, ce qui fait qu'indirectement, ce sont les entreprises privées qui décident du contenu des programmes et non plus les communautés universitaires.

La finalité du processus de Bologne est de créer un modèle où les travailleurs et les travailleuses sont formé-e-s spécifiquement en fonction des besoins des entreprises, où les universités se battent sur un marché mondial pour attirer le plus de "client-e-s" possible, où les processus d'assurance-qualité font en sorte que l'on évalue périodiquement la formation donnée pour mieux la rediriger sur les demandes des marchés.



La finalité du processus de Bologne est de créer un modèle où les travailleurs et les travailleuses sont formé-e-s spécifiquement en fonction des besoins des entreprises, où les universités se battent sur un marché mondial pour attirer le plus de "client-e-s" possible, où les processus d'assurance-qualité font en sorte que l'on évalue périodiquement la formation donnée pour mieux la rediriger sur les demandes des marchés.



Et c'est cela que la ministre - et la FEUQ - essaient de nous faire avaler.

La CÉUQ

C'est dans cette optique que la FEUQ propose de créer la Commission d'évaluation des universités québécoises (CÉUQ), commission qui s'emparerait du pouvoir de régulation des universités québécoises qu'ont en ce moment les recteurs et les rectrices.

La CÉUQ aurait entre autre comme mandats d'établir « des critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs [...] qui soient crédibles », de vérifier périodiquement la qualité des programmes et de conseiller au ministère de l'éducation d'en abolir certains ou d'en créer d'autres en fonction de « l'efficacité et l'efficience » de ceux-ci.

Et c'est cela que la ministre - et la FEUQ - essaient de nous faire avaler.

La CÉUQ

C'est dans cette optique que la FEUQ propose de créer la Commission d'évaluation des universités québécoises (CÉUQ), commission qui s'emparerait du pouvoir de régulation des universités québécoises qu'ont en ce moment les recteurs et les rectrices.

La CÉUQ aurait entre autre comme mandats d'établir « des critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs [...] qui soient crédibles », de vérifier périodiquement la qualité des programmes et de conseiller au ministère de l'éducation d'en abolir certains ou d'en créer d'autres en fonction de « l'efficacité et l'efficience » de ceux-ci.